

Chapitre/Chapter 28

The Anti-Globalization Movement as Non-violent Resistance (Le mouvement alter-mondialiste en tant que résistance non-violente)

Vicki Briault Manus

La violence néo-coloniale.

Le processus colonial s'est toujours fait accompagner par la violence et la barbarie. Toutefois, si on a réussi un tant soit peu à "civiliser" les puissances coloniales, ce n'est que grâce aux luttes implacables des mouvements de résistance non-violents. La mondialisation financière menée de front par les institutions financières internationales constitue la manifestation la plus récente du néo-colonialisme, et les États-Unis y jouent un rôle prépondérant. Néanmoins ces nouvelles formes de domination et d'exploitation impitoyable du monde ont affaire à forte partie avec les mouvements massifs de citoyens qui émergent partout sur la planète. On voit la pointe de l'iceberg de ces mouvements non-violents aux rassemblements et aux contre-sommets qui marquent chaque sommet d'une de ces institutions économiques internationales (les G7 / G8, la Banque mondiale, le FMI, l'OMC...). On la voit aussi dans les foules qui assistent aux Forums sociaux mondiaux et régionaux ces dernières années.

Les médias couvrent à peine ces événements populaires, si ce n'est pour montrer de rares scènes de violence. Ils ne font qu'effleurer les drames socio-économiques qui mobilisent de si grands nombres de braves citoyens paisibles. La protestation non-violente représente une menace aux pouvoirs dominants, qui se servent largement des quelques images de conflit et de désordre pour discréditer les mouvements et brouiller les vrais enjeux : qui se souvient maintenant de la cause des protestations des agriculteurs Coréens à Hong Kong, en décembre dernier ?

Je compte développer ces points ainsi que d'autres facettes de cette lutte internationale, de mieux en mieux coordonnée, pour imposer des solutions civilisées à des problèmes qui résultent de pratiques néo-coloniales barbares.

L'histoire de la mondialisation financière .

La vague actuelle¹ de la mondialisation financière est-elle le fait des multinationales industrielles et financières qui imposent sur le monde entier leurs exigences de liberté des investissements et des flux des capitaux, de flexibilité de la main d'œuvre, de marchandisation des biens et des services, y compris le vivant et la propriété intellectuelle?

Sans doute... mais ils n'auraient pas pu en arriver là sans la complicité des grandes institutions financières internationales, dont l'existence même repose sur la volonté des Nations alliées de favoriser la paix par le développement harmonieux des états et des peuples après guerre. A Bretton Woods, en juillet 1944, les 45 Nations alliées, (devenues l'Organisation des nations unies l'année suivante) sous l'égide des États-Unis d'Amérique et du Royaume uni, ont tenu une conférence monétaire et financière qui a établi un système international de contrôle des changes destiné à instaurer plus de stabilité monétaire et ainsi faciliter la reconstruction économique des alliés. D'autres accords préconisaient d'ouvrir le commerce international ; d'autres encore établissaient une réglementation stricte de l'activité économique internationale.

Les Institutions financières internationales.

¹ la vague actuelle de la mondialisation financière et non de celle de 1880-1913 dont des auteurs tels que Suzanne Berger nous rappellent l'existence. Car si on avait le temps on pourrait situer tout ça dans cinq siècles de spoliation.

Mais Bretton Woods a aussi accouché du Fonds monétaire international (FMI), pour gérer le nouveau système monétaire, et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), alimentée par les pays membres, pour octroyer des prêts pour la reconstruction de l'Europe après la guerre. Trois ans plus tard, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (le GATT²), ancêtre de l'OMC actuelle, vit le jour. Sa mission était de concevoir et faire appliquer des accords multilatéraux de commerce. La Banque mondiale (BM) succéda au GATT en 1995, ostensiblement pour permettre plus de participation aux Etats membres.

Pendant les 29 années de son existence, le système monétaire de Bretton Woods contribua à une certaine prospérité, "l'âge d'or du capitalisme contrôlé"³. Il y avait le plein emploi et le droit à la santé et à l'éducation pour tous. Mais dès les années '70 les choses se sont gâtées. Pourquoi?

Après-guerre, les Etats-Unis ont participé fortement à la reconstruction de l'Europe par le biais du Plan Marshall. Ils ont investi dans les économies européennes pour les aider à se relancer, et bientôt de grosses quantités de dollars étaient en circulation à travers le monde. Cela posait deux problèmes potentiels pour les Etats-Unis : si jamais tous les détenteurs de dollars décidaient de demander l'équivalent en or (comme en principe ils en avaient le droit), les stocks de Fort Knox seraient sévèrement amoindris ; et si de grosses quantités de dollars revenaient dans l'économie américaine, cela provoquerait une forte inflation.

Donc, pour tenter de freiner ces deux phénomènes, le gouvernement américain encourage les investisseurs à placer leur argent dans les entreprises américaines à l'étranger. Ainsi, dans les années soixante, les banques européennes regorgent de dollars, qu'on appelle les "eurodollars" .

L'histoire de l'endettement des PED.

En 1961, l'endettement des pays du Sud envers l'étranger est assez faible - \$21,5 milliards. Mais, dans les années soixante, ne sachant quoi faire du superflu d'eurodollars, les banques occidentales se lancent dans des prêts en direction du Sud. Ce sont des prêts à taux bas pour inciter les emprunteurs à emprunter beaucoup.

Ensuite, après la formation du cartel de l'OPEP, et la montée du prix du pétrole en 1973-1975, on a un surplus de pétrodollars dans les banques, ce qui les pousse encore à faire des prêts à taux bas au Sud. Puis advient la récession économique mondiale de la première moitié des années '70. Les gouvernements du Nord comptent relancer leur propre production industrielle en incitant les pays du Sud à acheter leurs marchandises, par le biais de "l'aide liée" ou "crédits à l'exportation", c'est à dire, de prêts à taux très bas d'Etat à Etat (qu'on appelle des prêts bilatéraux) assortis de condition d'achat de marchandises.

Loin de contrôler et réguler ces opérations, les Institutions financières internationales non seulement laissent faire, mais la BM entre dans le plus épais de la mêlée en incitant les pays en voie de développement (PED) à s'endetter encore plus.

Les PED ont tous de forts besoins : les pays fraîchement indépendants de l'Afrique veulent construire et développer toutes les infrastructures qui manquaient si cruellement à la majorité de la population pendant l'ère coloniale ; les pays de l'Asie et de l'Amérique latine, eux, veulent augmenter leur capacité de production industrielle. Donc le Sud fait de gros emprunts en eurodollars, en pétrodollars et en crédits à l'exportation, tous à taux très bas. Et pendant quelques années, on avait l'impression que le Tiers-Monde avait toutes ses chances de sortir du sous-développement dans lequel il se trouvait pour arriver à un pied d'égalité dans l'économie mondiale. Ce qui n'aurait été que justice, vu que non seulement ces pays renferment quantité de richesses naturelles (matières premières) qu'on exploite déjà depuis longtemps de façon très inéquitable au profit des pays riches, mais en plus ils comptent la grosse majorité de la population de la planète !

² Acronyme venant de l'anglais, General Agreement on Trade and Tariffs

³ Manfred B. Steger, *Globalization A Very Short Introduction*, Oxford University Press:2003 p.38 (trad. VB)

Le rôle des Etats-Unis.

Le thème de ce colloque est les mouvements pacifistes américains. Or, j'ai choisi de parler du mouvement alter-mondialiste planétaire. Toutefois, les Etats-Unis, en tant que puissance occidentale la moins touchée par la guerre, a joué un rôle primordial dans le processus de la mondialisation financière. De surcroît, ce pays s'est octroyé une position privilégiée au sein des Institutions financières internationales (IFI). Décrire le fonctionnement de ces institutions serait bien trop long, mais il suffit de savoir que parmi les 184 pays membres du FMI, les Etats-Unis détiennent 17 % des droits de vote, alors qu'une majorité de 85 % est requise pour toute décision importante engageant l'avenir du FMI, ce qui leur donne le droit de veto.

La part de responsabilité des Etats-Unis dans l'endettement des PED ne s'arrête pas là. En 1979 deux Chefs d'Etat archi-conservateurs, Reagan aux E-U et Thatcher en GB, ont opéré un virage ultra-libéral dans les économies de leurs pays respectifs qui a eu des répercussions séismiques sur l'économie mondiale, entraînant des conséquences terribles pour la moitié de la planète la plus pauvre, dont on n'a pas encore vu la fin. C'est en 1979 que la Réserve fédérale des Etats-Unis décide d'une forte hausse des taux d'intérêts américains afin d'attirer les capitaux étrangers et sortir les E-U de la crise - sans aucune concertation avec d'autres pays.

L'idée était de relancer la machine économique américaine notamment par un vaste programme militaro-industriel. L'influence américaine déclenche une hausse des taux d'intérêts dans le reste du monde... qui va culminer à plus de 8 %. En même temps, la récession de 1980-81 provoque la chute des prix des matières premières exportées par les pays du Sud, les privant de devises suffisantes pour payer le service de leur dette.

La crise de la dette.

Enfin la crise éclate en 1982 lors que le gouvernement mexicain annonce qu'il ne peut plus payer. Rapidement, une trentaine de pays font de même. Quand des esprits simples disent froidement qu'il faut rembourser ce qu'on a emprunté, il faut penser à ces populations du Tiers-Monde qui se sont réveillées un jour au mois d'août 1982 pour découvrir que leur pays était ruiné pour plusieurs générations à venir.

Non seulement les taux d'intérêts montent en flèche et les prix des produits exportés par les PED chutent, mais en plus les prêts bancaires en direction des pays du Sud se font bien plus rares - car c'est devenu beaucoup plus risqué, bien sûr ! Donc, les pays en voie de développement se trouvent pris au piège. Toute personne ayant vécu ou visité l'Afrique pendant cette période-là aura souvenir d'un grand projet qui s'arrête brutalement à cette date. Je pense, moi, à l'hôpital de Ndola, dans la Ceinture du Cuivre en Zambie, là où habitaient encore mes parents. C'était d'une architecture magnifique, dans de beaux jardins avec arbres et fleurs tropicaux, pelouses, réputé l'hôpital le plus moderne, le mieux équipé, de l'Afrique australe. Eh bien, il n'a jamais ouvert ses portes. De tels exemples pullulent... des routes ou des voies ferrées qui s'arrêtent en pleine brousse, des ponts, des usines, et toutes sortes de projets destinés à améliorer la vie des populations... Chaque pays a ses exemples.

Les plans d'ajustement structurels.

La crise de 1982 pousse les pays à reprendre de nouveaux emprunts pour faire face aux échéances des dettes anciennes - et le FMI est là pour ça. Le FMI en accorde au compte-gouttes, assortis de conditions draconiennes présentées sous forme de "plans d'ajustement structurels" (PAS). Ils comportent deux types de mesures : d'abord les "mesures de choc", dont les effets sont immédiats ; puis des "réformes structurelles", censées avoir un effet plus durable sur l'économie du pays.

Les mesures de choc sont : la dévaluation de la monnaie ; la hausse des taux d'intérêt à l'intérieur du pays concerné. Le fait de dévaluer rend les exportations moins chères pour les acheteurs à l'étranger, donc plus compétitives ; et en même temps, la dévaluation rend les importations tellement plus chères qu'on en achète moins. On supprime les subventions des produits de première nécessité tels que le riz, le pain, le

lait, le sucre, les combustibles... Une telle mesure frappe bien sûr les plus démunis de plein fouet avec les conséquences gravissimes sur la santé et surtout la mortalité infantile, qu'on connaît.

Il y a aussi la réduction des dépenses publiques dans le but d'atteindre l'équilibre budgétaire.

Les réformes structurelles visent l'ouverture des pays au commerce international. Cela veut dire : libéraliser le commerce par la suppression des droits de douane, libéraliser le système bancaire, privatiser les entreprises publiques, réformer les administrations. Ces réformes visent à modifier durablement l'économie des pays concernés. Loin d'être de simples mesures économiques, ce sont des orientations politiques lourdes imposées par le Nord aux pays du Sud et tendant plutôt à asseoir durablement leur pouvoir. C'est grâce aux contraintes des PAS que les multinationales et les marchés internationaux ont pu s'implanter dans ces pays, les faisant entrer de force dans la cour de la mondialisation sans préparation ni protection.

Le but est d'augmenter le potentiel du pays à produire et exporter des biens et services, et ainsi récolter des devises qui serviront à rembourser la dette, tout en diminuant le budget de l'Etat.

L'échec du FMI.

Mais les PAS ne marchent pas : le coût élevé des prix de produits importés produit une diminution de la consommation ; la hausse des taux d'intérêts empêche les producteurs et artisans de s'acheter les produits d'importation nécessaires à leur production. Qui plus est, cette hausse, supposée attirer les capitaux étrangers, n'en attirent que de très volatiles qui restent peu de temps pour profiter des taux sans encourir des risques. Cela n'aide en rien l'économie.

Les études d'Eric Toussaint et bien d'autres démontrent clairement que le FMI ne respecte pas ses engagements statutaires, bien au contraire. Il outrepassse de loin ses droits en s'immisçant lourdement dans l'économie et dans la politique intérieure des pays endettés... par exemple par l'imposition de ces PAS.

La Banque mondiale, qui fait des prêts en travaillant avec le FMI, est devenue un formidable instrument de pouvoir car elle est contrôlée par les pays qui sont ses plus gros contributeurs, c'est-à-dire les pays de la Triade (l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord, et le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande), mais surtout les Etats-Unis.

La charte de la BM stipule qu'elle ne doit pas se laisser influencer par des considérations politiques. Or, d'après des rapports du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la BM et le FMI ont toujours manifesté une préférence pour les régimes dictatoriaux. Car ceux-ci favorisent la stabilité politique et sont prêts à employer des méthodes plus draconiennes pour gérer l'économie. Les régimes qui tiennent à respecter les droits de l'homme sont de moins bons élèves !

Retour au thème de la violence néo-coloniale.

C'est là peut-être, à la mention des droits de l'homme, que je vais dévier de mon exposé sur la mondialisation financière pour revenir à la violence néo-coloniale. Car les effets de la mondialisation financière telle qu'elle est gérée par les IFI et leurs acolytes, les pays de la Triade, sont violents. On pourrait remplir des volumes sur la violence perpétrée de par le monde, y compris chez nous en France, au nom de l'Argent Roi, du sacro-saint capital, mais je me limite ici à celle perpétrée sur les PED, par l'intermédiaire du mécanisme de la dette que je viens d'esquisser. Violence sur les populations, premièrement, en les privant de la satisfaction des besoins fondamentaux de la vie (l'abri, l'eau, la nourriture, la santé, l'éducation...).

Ne s'agit-il pas de violence quand le pourcentage de femmes qui meurent en couches ou d'enfants qui meurent en bas âge de maladies faciles à soigner ne cesse d'augmenter dans certains pays pauvres ? Ne fait-on pas violence aux enfants qu'on prive d'éducation primaire ou qui doivent s'entasser dans des

classes de plus de 100 élèves, sans cahiers, sans chaises, sans livres, et au bout d'une demi-journée de cours, laisser leur place à l'autre moitié des enfants, restés dehors ? Pourtant c'est exactement cela qui résulte des PAS.

Les pays sur-endettés se trouvent contraints de faire de nouveaux emprunts pour leur permettre de rembourser les intérêts de leur dette ; mais on refuse de leur accorder ces emprunts s'ils ne se soumettent pas aux conditionnalités d'ajustement économique décidées par le FMI. Ces conditionnalités exigent la réduction du pourcentage du PIB alloué aux services publics, tels que la santé et l'éducation ; et à licencier les fonctionnaires dans des pays où le salaire d'un fonctionnaire fait vivre toute une famille étendue.

Elles détruisent tout espoir de développement. Elles obligent le pays emprunteur à privatiser les transports, l'eau, l'électricité, et bien sûr les banques. La dette fait violence à l'environnement naturel car les pays pris dans l'étau de la dette sont amenés à surexploiter leurs matières premières, dévalorisées en l'occurrence, pour obtenir des devises pour les remboursements. Elle force les populations de vivre entassées dans des bidonvilles ou sur des mauvaises terres, quand les bonnes terres sont prises pour des cultures d'exportation. Même la faune sauvage fait les frais de la dette car la pauvreté et la misère favorisent le braconnage. Comment protéger l'éléphant au Kenya quand des millions de Kenyans sont menacés par la famine ?

Je n'ai pas le temps de répertorier toutes les conséquences perverses de l'endettement, mais ces quelques exemples montrent un peu de la violence qu'il représente pour les populations des PED. Sans parler de la violence de la répression qui accompagne inévitablement l'absence de souveraineté et de démocratie dans des pays subordonnés aux grandes puissances industrielles. Pour chaque Chico Mendes⁴, combien de paysans, d'ouvriers, de chômeurs inconnus sont emprisonnés, torturés, exilés, morts, pour avoir osé se révolter, contester des politiques déshumanisantes ?

Il n'est pas étonnant qu'il y ait une montée de résistance. De plus en plus de résistance. Dans bien des coins de la planète on n'a plus rien à perdre. En Europe et peut-être encore plus aux Etats-Unis, les militants dans des organisations humanitaires ou politiques désespèrent devant l'indifférence de la majorité de leurs concitoyens, la mollesse de leurs gouvernements ; mais on ne nous attend pas pour réagir et s'organiser dans les pays du Sud. Le mouvement alter-mondialiste, pour qui le slogan "Un autre monde est possible" exprime une urgence, gronde et grouille derrière les barrières des médias complaisants.

Méfais de la mondialisation ici et là-bas.

La mondialisation financière, telle qu'on est en train de l'imposer, regorge de contradictions et de points faibles. Depuis les années '80, on voit les effets dévastateurs des PAS sur les économies et les sociétés des PED qui n'avaient pas encore établi des services publics suffisants pour garantir les besoins fondamentaux des populations ; et dans un moindre degré, on observe les mêmes processus dans les sociétés des pays du Centre, sous prétexte de politiques "d'austérité" ou "d'assainissement". Les politiques ultra-libérales favorisant les flux des capitaux, la diminution des impôts (surtout des plus riches) et des charges patronales pour rendre nos pays "plus compétitifs" sur le "marché du travail", avec la destruction progressive des services publics, le démantèlement du Code du travail pour avoir une main d'œuvre plus flexible... Et pourtant tout ça n'empêche pas les délocalisations des unités de production vers des pays où justement la main d'œuvre et les charges sont terriblement moins chères, et pour cause... Donc, on assiste à la montée du chômage, de la précarité, de la misère, avec en toile de fond un chantage ignoble qui consiste à dire qu'on est trop exigeants de vouloir une vie décente et les bienfaits de la civilisation avancée pour tous. Cependant, les actions des entreprises françaises ont marqué une hausse nette l'an dernier.

⁴ Un paysan Brésilien, collecteur de caoutchouc et leader d'un mouvement pour empêcher la destruction de la forêt amazonienne, assassiné en 1988 à l'âge de 45 ans par des éleveurs de bétail.

La solidarité elle-même, valeur sur laquelle nos sécurités sociales se fondent, est en crise, car la précarisation de l'existence favorise malheureusement le chacun-pour-soi, la criminalité, la délinquance, le délitement des couples, des familles, des communautés... Lors d'une Assemblée générale du récent mouvement étudiant contre le CPE, j'ai entendu certains étudiants "anti-blocage" parler de se désolidariser du mouvement pour retourner en cours et préparer leur avenir. De quel avenir parlent-ils?. Même si certains "s'en sortent bien", dans quelle société vont-ils élever leurs enfants?

Normalement, c'est le rôle de l'état de veiller au bien-être des citoyens... en démocratie, un gouvernement est élu pour cela. Mais depuis le début de l'offensive néo-libérale dans les années Thatcher-Reagan, les gouvernements capitulent aux exigences du capital, la gauche comme la droite. Il est maintenant clairement énoncé qu'on veut réduire le rôle de l'état dans la gestion économique du pays. Les pays européens occidentaux, qui se targuaient de leur souveraineté si cher payé lors des deux guerres mondiales, cèdent humblement leurs pouvoirs nationaux à la Commission européenne, où la plupart des politiques sont décidées par des représentants de la grande industrie et de la finance, et implémentées par des technocrates non élus.

La montée des résistances.

Devant cette défaillance des moyens démocratiques, il est normal que la protestation citoyenne prenne des formes de résistance organisée contre les politiques gouvernementales. Syndicats, ONG, partis et associations de toutes sortes s'insurgent contre le sacrifice de leurs conditions de vie à l'autel du profit partout sur la planète. Il serait impossible de faire le catalogue de toutes les luttes qui ont jalonné l'avancée de la mondialisation. Certaines ont eu gain de cause, comme la lutte contre la privatisation de l'eau en Bolivie en 2002 ; d'autres ont échoué, comme celle des Français pour défendre leur droit à la retraite en 2003. Quand on parle du mouvement alter-mondialiste, on parle d'un mouvement international qui représente la convergence des mouvements locaux ou thématiques ; qui représente aussi une prise de conscience grandissante quant aux projets et aux finalités de l'idéologie néo-libérale. Bref, on prend conscience que les sacrifices demandés aux uns et aux autres font partie d'un plan global de confiscation, non seulement des biens et des moyens de production, mais aussi des libertés et des droits des peuples et des individus.

Eric Toussaint ⁵ fixe à 1994 le moment critique où les luttes citoyennes se sont ainsi "internationalisées" . C'est l'année où les Zapatistas de la région des Chiapas au Mexique ont réussi à faire connaître leurs griefs au-delà de leurs frontières, et c'est aussi l'année de l'effondrement de l'économie mexicaine, tenue pour un "bon élève" du FMI : à la fin de l'année, la monnaie mexicaine avait connu une dévaluation de 40 % et 850.000 travailleurs avaient perdu leur emploi en six mois. Cette crise a décrédibilisé le mythe selon lequel le modèle néo-libéral était une bonne solution pour les PED.

Le mouvement alter-mondialiste s'est surtout manifesté lors des sommets et assemblés des institutions financières internationales - le G7/8, le FMI, la Banque mondiale, et à partir de 1995, l'OMC. Christophe Aguiton, de l'association française de chômeurs, AC!, explique que les premières interpellations populaires auprès des sommets du G7 datent des années '80, et en particulier de 1984 quand le G7 s'est réuni à Londres et qu'un rassemblement contestataire fut organisé par une ONG anglaise, The Other Economic Summit (TOES)⁶. Il y a eu de gros rassemblements à Berlin en 1988, puis à Paris en 1989. Mais ce n'est qu'après la chute du Mur de Berlin en 1990, et la fin de la bi-polarisation Est-Ouest de la Guerre froide, que ces instances internationales ont pris vraiment de l'importance sur le plan mondial et que les politiques financières néo-libérales ont visé la planète entière.

Le mouvement social en France en 1995 n'avait pas une envergure internationale mais ce fut l'occasion du déclic pour beaucoup de mouvements en France, car on a fait le lien entre les politiques d'austérité en

⁵ Président du CADTM-International à Bruxelles et auteur de nombreux ouvrages et articles sur la dette du Tiers monde. Voir le site web : www.cadtm.org

⁶ The Other Economic Summit a donné lieu à la NEF (New Economics Foundation)

Europe et les politiques d'ajustement structurel qui pesaient sur les PED. Le lien, c'est la mondialisation financière sous le diktat des IFI, des gouvernements de la Triade et des corporations multinationales. Six mois plus tard, en juin 1996, le Contre-sommet G7 à Lyon a duré trois jours. Il a réuni des militants, y compris des personnalités éminentes (lauréats Nobel, etc.), des cinq continents, dans trois lieux de rencontre. Il y a eu une série de conférences-débats avec interprétation simultanée en plusieurs langues, des témoignages et de nombreux ateliers sur des thèmes tels que : chômage, travail, société salariale en crise, dette, ajustements structurels, environnement, santé, droit des femmes, droits civiques, liberté d'expression, villes, banlieues, logement, guerre, nationalismes, xénophobie, réflexes identitaires.

La naissance d'ATTAC.

C'est presque dans la foulée, et à la suite d'un éditorial d'Ignacio Ramonet dans le Monde diplomatique de décembre 1997, qu'a été fondé le mouvement citoyen français, ATTAC (l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens) en juin 1998. Réunissant des syndicats, des ONG, des associations d'intérêt social en tous genres et des individus (mais pas de partis politiques), son objectif est d'abord de constituer un groupe de pression civique auprès des gouvernements pour la mise en œuvre d'un impôt mondial de solidarité à l'image de la "Taxe Tobin". ATTAC a connu un essor impressionnant, avec près de 30 000 membres en France en ce moment, des associations sœurs dans 35 pays, et des associations partenaires dans bien plus encore. Il a participé à tous les rassemblements alter-mondialistes et en a organisé encore d'autres. Le nombre de ses thématiques liées aux effets de la mondialisation financière s'est bien agrandi, incluant maintenant les paradis fiscaux, la dette du tiers monde, les OGM, les fonds de pension, et j'en passe. ATTAC se donne aussi comme objectif l'éducation citoyenne et organise toutes sortes d'actions en ce sens - conférences, débats, festivals de cinéma, forums sociaux... y compris dans des établissements scolaires. Il a organisé avec d'autres réseaux un séminaire international d'économistes, l'Autre Davos, à Paris en janvier 1999, puis a participé, comme toutes les autres grandes organisations alter-mondialistes, à tous les rassemblements importants qui jalonnent la lutte alter-mondialiste.

Rassemblements et contre-sommetts.

Le mouvement alter-mondialiste sous ses identités diverses a organisé un contre-sommet lors de chaque sommet du G7/G8. Des sommets se sont tenus à Cologne en 1999, Okinawa en 2000, Gênes en 2001, en 2002 dans un coin reculé des Rocheuses du Canada, 2003 à Genève-Evian, 2004 à Sea Island au Texas, 2005 à Edinbourg... Lorsque le contre-sommet n'a pu se tenir au même endroit que le G7/G8, il a été organisé ailleurs. Ce fut le cas l'été dernier en Ecosse: le G8 s'est tenu dans un domaine privé, Gleneagles, avec un gros dispositif de sécurité, et le contre-sommet à Edinbourg, avec des centaines de milliers de participants venus du monde entier, et beaucoup moins de moyens de sécurité, mais cela s'est merveilleusement bien passé. (C'est vrai que les éléments les plus dangereux étaient à Gleneagles !)

La nature opaque, anti-démocratique et anti-populaire de ces réunions sommitales est mise en relief par les tentatives de les tenir à l'écart du monde et par le déploiement de gros moyens sécuritaires, barricades de quartiers entiers, zones d'accréditation, le refus de la part des gros bonnets de rencontrer des délégués des organisations nationales et internationales... En effet, les autorités s'efforcent de se réunir dans des endroits difficiles d'accès pour dissuader les alter-mondialistes (les Rocheuses, Sea Island, Doha pour l'OMC en 2001...). L'excuse étant qu'ils craignent des débordements de la part des manifestants. Le contre-sommet qui s'est avéré le plus violent jusqu'à ce jour est celui de Gênes en 2001 où les forces de l'ordre ayant fait du zèle, de nombreux manifestants ont été blessés ou mal menés, et on a déploré un mort. Gênes a marqué un tournant important dans le mouvement alter-mondialiste, car malgré tous les efforts des autorités italiennes de bloquer les gares et les aéroports, 300.000 personnes s'y sont rendues, signe d'un gros ras-le-bol face à la mondialisation financière.

Témoignage personnel.

J'ai été témoin à deux reprises du zèle des autorités. La première fois, par une chaude journée d'été en 2000, en allant à Genève pour manifester contre l'OMC, au poste de la frontière suisse, le car affrété par

ATTAC-Savoie dans lequel je me trouvais fut arrêté et nous fûmes tous enfermés dedans avec interdiction de descendre. Au bout d'un moment et en l'absence de toute explication, quelques-uns d'entre nous sont néanmoins descendus sur le parking pour essayer de comprendre ce qui se passait. Il y avait deux autres cars d'ATTAC bloqués comme nous. Les agents suisses étaient plutôt brusques à notre égard et refusaient de nous répondre. Tout à coup un hélicoptère militaire atterrit sur le parking et un escadron de policiers anti-émeutes descendit et trotta en formation, boucliers levés et en plein attirail : on a eu peur un instant, mais ils passèrent devant nous à travers le parking. Peu après on nous fit remonter dans nos cars et nous arrivâmes à Genève 45 minutes après le début de la manifestation. Exercice d'intimidation?

La deuxième fois, c'était à Genève encore, lors du contre-sommet G8 en 2003. Le jour de la grande manifestation (un cortège partait de Genève et un autre d'Annemasse pour se rencontrer à la frontière), les rues de Genève grouillaient de véhicules de la police allemande! Les policiers, armes à la main, tournaient autour de leurs véhicules d'un air menaçant, alors que nous autres piétons rejoignons le cortège en pressant le pas.

Il faut bien dire que, étant donné l'attroupement de milliers voire de dizaines de milliers de gens dans ces manifestations - ce jour-là on était entre 50 et 150.000 (selon les sources) - elles sont remarquablement calmes. Bien sûr, il y a toujours des casseurs, de sinistres personnages jeunes, cagoulés, et tout de noir vêtus, (un peu moins sinistres quand on arrive à leur faire enlever la cagoule et que l'on voit des jeunes boutonneux, mais prêts à casser quand même). Ce jour-là, ils ont cassé quelques vitrines : c'est le seul incident qui est passé dans la presse et les médias. Aucune image des dizaines de milliers de personnes venues du monde entier pour manifester leur refus des politiques décidées en huis clos par le G7/G8, pas un mot sur les riches et multiples revendications de ces bons et loyaux citoyens de la planète. Pourtant il y avait du spectacle !

Le Forum social mondial.

En plus des contre-sommets réunis autour des sommets des grandes instances internationales, janvier 2001 a vu naître le premier Forum social mondial (FSM), à Porto-Alegre au Brésil, comme réplique au très exclusif Forum économique de Davos. Le FSM a adopté comme slogan "Un autre monde est possible" et son objectif primaire est de mettre en œuvre une vraie recherche d'alternatives aux politiques néo-libérales, pour engager réellement le développement. Cette première édition du FSM a rassemblé : 4.000 délégués venus de 122 pays, plus de 10.000 participants chaque jour aux carrefours et ateliers, 1500 journalistes, et 400 députés de 27 pays qui tenaient leur propre forum parlementaire.

Le FSM est devenu un espace de propositions et d'alternatives primordial pour la société civile. Il a eu lieu à Porto Alegre en 2002 et en 2003, à Mumbai en Inde en 2004, à nouveau à Porto Alegre en 2005 et cette année 2006 a vu un FSM polycentrique sur trois continents, avec au mois de janvier, un pan à Bamako, Mali et un à Caracas, Venezuela, et en mars, un troisième à Karachi, Pakistan. L'idée du Forum social a fait des petits, donnant lieu à des Forums sociaux régionaux et même locaux, partout dans le monde.

En novembre 2002 le premier Forum social européen (FSE) s'est tenu à Florence, en novembre 2003 nous avons participé au FSE à Paris, en 2004 c'était à Londres. Ces forums réunissent des milliers voire des dizaines de milliers de personnes à chaque fois, dans un esprit critique mais surtout constructif. Chaque fois que je participe, je suis émerveillée par l'organisation. Des bénévoles venus de diverses organisations, et même de différents pays, qui avec les moyens du bord arrivent à mettre sur pied l'accueil, le programme, l'hébergement, la restauration, l'interprétariat, les ateliers, les films, les concerts et les rencontres de toutes sortes dans les coulisses des activités principales. J'aimerais bien savoir quel budget a été mis en œuvre pour organiser le Sommet G8 à Evian en 2003 ; bien sûr il s'agit de VIP et de luxe, de présidents et de ministres... L'équivalent en Afrique de combien de repas, de vaccinations, de cahiers... de puits... d'hôpitaux... d'écoles? Et combien a coûté le dispositif sécuritaire pour protéger ces gros bonnets contre d'éventuels débordements de la part des braves citoyens du monde qu'ils tiennent tant à mondialiser, venus manifester à l'abri des regards ? Oh oui, à l'abri des regards, car les manifestations

sont très peu couvertes par les médias, sauf incidents violents, et tout est fait pour assurer qu'à aucun moment un gros bonnet ne devrait se trouver confronté au bruit ou à la vue de la manifestation.

C'est bien un monde, comme dirait une vieille voisine à moi en Savoie, qui n'en revient pas de toutes ces absurdités.

Ah, oui, un autre monde doit bien être possible !